

# LES TENDANCES MAJEURES DES AG 2007

10 **évolutions** ont marqué les **Assemblées Générales** des sociétés de l'indice CAC 40 cette année :

- 1 Nette progression de la **participation** des actionnaires
- 2 Forte hausse des **résolutions rejetées ou votées à faible majorité**
- 3 Augmentation des **résolutions anti-OPA**
- 4 Crispation des actionnaires sur les **politiques de rémunération**
- 5 Montée en puissance du thème du **Gouvernement d'Entreprise**
- 6 Entrée en force des **femmes** dans les Conseils d'Administration
- 7 Forte hausse du **dividende** dans la plupart des sociétés
- 8 Des **questions** d'actionnaires qui portent plus sur la stratégie que sur l'action
- 9 De plus en plus de **films** pour valoriser l'entreprise
- 10 Une prise de conscience croissante sur le **Développement Durable**

Dans le cadre du « Prix de l'Assemblée Générale de l'année », les consultants de Capitalcom, en partenariat avec NortonRose et Deloitte, ont analysé toutes les Assemblées Générales des 39 Groupes du CAC 40 (liste établie au 1<sup>er</sup> janvier 2007, hors Alstom qui tient son Assemblée le 26 juin 2007).

Cela, sur la base d'une grille de plus de 100 critères définis par un jury présidé par le sénateur Philippe Marini, ainsi que par Lindsay Owen-Jones, en qualité de Président du Groupe L'Oréal ayant obtenu le Prix 2006.



Capitalcom, Agence de Communication Corporate, Financière et de Développement Durable présidée par Caroline de La Marnière, conseille et accompagne les sociétés dans leur communication en France et à l'International.



Deloitte propose un service complet à ses clients couvrant audit, consulting et risk services, juridique et fiscal, expertise comptable et corporate finance. En France, Deloitte regroupe 4.000 collaborateurs et un Chiffre d'Affaires de 487 Millions d'€.



Norton Rose est un cabinet d'avocats d'affaires international implanté en Europe, en Asie et au Moyen Orient. A Paris, plus de 80 avocats et sollicitors interviennent en droit des affaires et de la finance, notamment dans les secteurs suivants : corporate finance, institutions financières, transport, énergie, infrastructures, technologies.

## Quorum en hausse

- Le **quorum moyen** en 2007 a progressé à **56,1%** vs 48,8% en 2005 ; il devrait continuer à progresser l'année prochaine.
- Les **hausse de quorum** les plus nettes ont concerné Thomson (+15%), Capgemini (+14%), Sanofi Aventis (+13,3%), Total (+12,7%), Vivendi (+11,4%), Accor (+10,4%), France Télécom (+10,2%), Vinci (+9,2%).
- Le quorum n'a **baissé** que dans 6 groupes sur 39, et de façon assez marginale : Essilor International (-8,6%), LVMH (-4%), Saint-Gobain (-3,4%), Danone (-2%), Alcatel-Lucent (-1%), Renault (-0,8%).

## Vote des résolutions

- **14 résolutions** présentées, sur un total de 694 résolutions, ont été rejetées contre 5 l'année dernière, 7 en 2005 et 4 en 2004.
- **35 résolutions** ont été votées avec une faible majorité.
- Au total, **49 résolutions** ont été contestées, au sein de 19 sociétés du CAC 40 (celles dont le capital est ouvert). Ceci représente en moyenne 2 à 3 résolutions discutées par société concernée.
- La résolution votée à la **plus faible majorité** : l'augmentation de capital sans DPS proposée par Saint-Gobain (66,74% pour une majorité requise de 66,66%) et le dividende d'EADS (52% pour une majorité requise de 50%).

## Opposition aux mesures anti-OPA

- **Deux dirigeants** seulement se sont déclarés hostiles aux mesures anti-OPA : le président de Capgemini ainsi que celui d'Air Liquide, qui estime que « l'arme contre les opérations hostiles, c'est une croissance régulière et la qualité des relations avec les actionnaires ».

## 1 UNE NETTE PROGRESSION DE LA PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES

### La récente réforme de la *record date* a boosté les quorums des Assemblées

Cette année entrain en vigueur la réforme de la *record date* (décret du 11 décembre 2006) qui permet à tout actionnaire possédant des actions trois jours avant la date d'AG, de participer au vote des résolutions, sans avoir à immobiliser les titres comme les années passées.

Seuls la Suisse, les Pays-Bas, la Belgique et l'Italie imposent encore le blocage des actions pour pouvoir participer à une AG. Toutes les autres places financières internationales ont adopté la *record date* (enregistrement à la banque).

Cette réforme a nettement favorisé la participation des actionnaires, notamment des institutionnels étrangers qui détiennent en moyenne 45% du capital des groupes du CAC 40.

## 2 UNE FORTE HAUSSE DES RÉOLUTIONS REJETÉES OU VOTÉES À FAIBLE MAJORITÉ

### En moyenne, 2 à 3 résolutions ont suscité des réactions dans la moitié des sociétés

Le nombre de résolutions rejetées ou adoptées avec une faible majorité (c'est-à-dire avec des votes négatifs représentant plus de 25% des votants) est en forte hausse. Il paraît loin le temps où toutes les Assemblées entérinaient les propositions sans réagir !

Les crispations les plus fortes ont concerné les dispositifs anti-OPA, les augmentations de capital sans droit préférentiel de souscription, les attributions d'actions gratuites aux dirigeants et/ou aux collaborateurs, les conventions réglementées (indemnité des dirigeants en cas de départ, retraite chapeau...).

## 3 UNE AUGMENTATION DES RÉOLUTIONS ANTI-OPA

### 18 résolutions ont concerné le renforcement des dispositifs anti-OPA

Les actionnaires se sont montrés réservés sur toutes les résolutions destinées à protéger l'entreprise contre les OPA hostiles. Ces « pilules empoisonnées » sont en effet de nature à les priver d'une envolée du cours de Bourse.

Ainsi, les « **BSA Breton** » (opportunité accordée aux organes d'administration, face à une OPA, d'émettre des bons de souscription dans le but de contraindre l'auteur de l'OPA à majorer son offre) ont suscité une certaine réticence : sur les 7 résolutions portant sur ce sujet, 4 ont recueilli un accord timide des actionnaires (cf. annexe 1).

Notons que Saint-Gobain a réussi à faire voter sa résolution avec 81,3% (contre 55% l'année dernière), mais avec une condition de dilution potentielle très acceptable (émission plafonnée à 368M€). Il en va de même pour PSA Peugeot Citroën.

Autre dispositif de protection : dans 5 sociétés, des actionnaires ont présenté des résolutions dans le but de faire supprimer le **plafonnement du droit de vote** en vigueur (une clause insérée dans les statuts pour empêcher les prises de contrôle rampantes) ; l'une de ces initiatives a réussi (Alcatel-Lucent) et, bien qu'ayant échoué, les autres ont reçu le soutien d'un pourcentage significatif de votes (jusqu'à 54,9%). A l'inverse, 2 sociétés ont voulu faire insérer une telle clause dans leurs statuts. Sans succès. Les 2 ont échoué devant l'hostilité des actionnaires, notamment institutionnels étrangers, très attachés à la règle « one share, one vote ».

## Questions sur la gouvernance

- La politique de rémunération a fortement pesé dans les questions soulevées par les actionnaires. Elle a représenté **61% des questions** relatives au « gouvernement d'entreprise » posées, contre 48% lors des AG 2006 (cf. annexe 3).
- L'autre thème en vogue dans les questions : la compétence et l'indépendance des **administrateurs**. Ce sujet a augmenté de 15 à 21% de 2006 à cette année (cf. annexe 3).

## Nouveaux dirigeants

- **Deux PDG** ont passé la main : Jean-Louis Beffa devient président non exécutif de Saint-Gobain, aux côtés de Pierre-André de Chalendar ; Bertrand Collomb devient simple administrateur et Bruno Lafont, PDG du Groupe Lafarge.

## Les femmes dans les Conseils

- **Les 9 nouvelles élues** : **Annette Roux**, Présidente de Bénéteau (L'Oréal), **Suzanne Berger**, Professeur de sciences politiques au Massachusetts Institute of Technology (BNP Paribas), **Yuko Harayama**, Professeur au département Management of Science and Technology de l'Université Tohoku au Japon (Saint-Gobain), **Catherine Bréchnignac**, présidente du CNRS (Renault), **Sylvia Jay** (Alcatel-Lucent), **Aicha Mokdahi**, actionnaire salariée d'Essilor International, **Bridget Cosgrave**, executive vice-president de Belgacom (Essilor International), **Claudie Haigneré**, spationaute, ancien ministre de la recherche (France Télécom), **Pascale Sourisse**, PDG d'Alcatel Space (Vinci).
- **Une seule sortante** : Dominique Reiniche (Essilor International)

4

## UNE CRISPAÇON DES ACTIONNAIRES SUR LES POLITIQUES DE RÉMUNÉRATION

### Les polémiques sur les *golden parachutes* ont alimenté les débats

L'emphase médiatique sur certains cas de *golden parachute* a provoqué des réactions parfois vives des actionnaires lors des AG. Dans presque toutes les AG, les questions ont fusé sur les rémunérations, les retraites, les stock options, etc. (cf. annexe 1).

Ce contexte a conduit plusieurs sociétés à mettre en avant de bonnes pratiques. Air Liquide n'accorde pas d'actions gratuites aux mandataires sociaux déjà attributaires de stock options ; Danone et Axa ont expliqué que les actions gratuites servent à mobiliser l'énergie de l'ensemble des collaborateurs du Groupe.

**Au cours de 7 AG, le dirigeant a déclaré ne pas avoir de *golden parachute* :**  
BNP Paribas, Capgemini, Bouygues, Axa, Lafarge, L'Oréal, Suez

**Dans 4 AG, la société a renforcé l'obligation de détention d'actions pour les dirigeants :**  
Axa, BNP Paribas (détention de titres pour l'équivalent de 7 ans de rémunération pour B. Prot et M. Pébereau et de 5 ans pour les DG délégués), Société Générale, Vivendi

5

## UNE MONTÉE EN PUISSANCE DU THÈME DU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

### Le temps consacré à ce sujet augmente de presque 50%

La durée des explications portant sur l'organisation et le fonctionnement des instances dirigeantes a progressé de **7 minutes en 2006 à 10 minutes** cette année. Ce thème reste néanmoins marginal (6% de la durée moyenne d'une AG).

Plusieurs groupes ont montré la voie de la transparence en matière de politique de rémunération des dirigeants et, à cet égard, y ont consacré un temps significatif : Vivendi (25 minutes), Axa (20 minutes), BNP Paribas (16 minutes), Société Générale (15 minutes).

Certains, notamment L'Oréal (15 minutes), Suez (14 minutes), Renault (10 minutes), Total (10 minutes) et Alcatel-Lucent (10 minutes), ont insisté sur le rôle et la mission des organes de direction. Suez a annoncé ainsi son souci de renforcer le nombre d'administrateurs indépendants. Alcatel-Lucent a souligné le niveau d'indépendance de son Conseil, le plus élevé du CAC 40 (11 administrateurs indépendants sur 12, hors les deux managers).

Les innovations à souligner : Saint-Gobain - dont le président Jean-Louis Beffa a annoncé qu'il cède les rênes à Pierre-André de Chalendar, nouveau DG - a proposé à ses deux nouveaux administrateurs de se présenter devant l'Assemblée et d'expliquer leurs motivations. Suez a fait intervenir en vidéo les présidents de ses 4 Comités pour une explication sur ce qu'ils font concrètement. Vinci a présenté un portrait filmé des 3 nouveaux administrateurs.

6

## L'ENTRÉE EN FORCE DES FEMMES DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION

### Près d'1 administrateur sur 10 est désormais une femme

Alors que l'évolution était très lente ces dernières années, 8 femmes vont entrer dans les cercles jusque-là très fermés des Conseils. L'évolution est significative : de 7,9% (44 sur 557), elles se rapprochent de la barre des 10% (52 sur 560).

Les cinq sociétés en tête avec plus de 20% de femmes administrateurs sont : **BNP Paribas** et **Pernod Ricard** (3 sur 13), **L'Oréal** et **Alcatel-Lucent** (3 sur 14), **Saint-Gobain** (3 sur 15).

## Evolution du dividende

- Les **10 plus fortes hausses** de dividendes du CAC 40 : Vallourec (168%), Accor (156 %), StMicroelectronics (150%), GDF (62%), EDF (47%), Capgemini (40%), Schneider Electric, Bouygues et Vinci (33% chacun), Renault (29%).

## Thèmes des questions

- Le **palmarès** des sujets d'intérêt :
  - 1) la stratégie
  - 2) le gouvernement d'entreprise
  - 3) les métiers et marchés
- L'évolution par rapport à l'année dernière est notable sur la **gestion de l'entreprise** : les sujets « finance » et « métiers » grimpent globalement de 16% à 29%.

## Généralisation des films

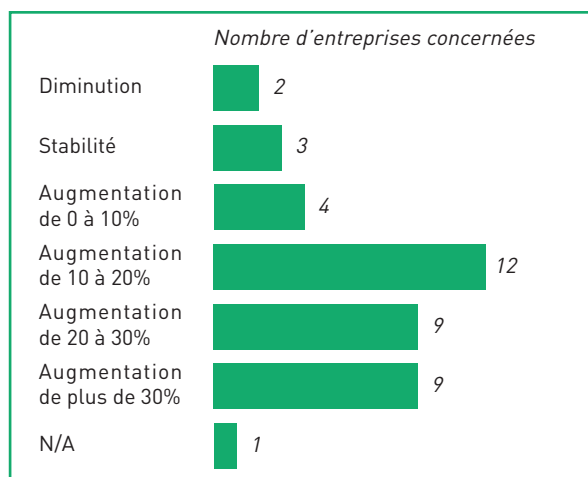
- **1 groupe sur 4** présente au moins 3 films ou clips vidéo pour illustrer ses métiers, ses enjeux, ses valeurs : Accor, BNP Paribas, EDF, L'Oréal, LVMH, Société Générale, Suez, Veolia Environnement, Vivendi, Sanofi Aventis.

## 7 FORTE HAUSSE DU DIVIDENDE DANS LA PLUPART DES SOCIÉTÉS

**En moyenne, les actionnaires verront leurs dividendes augmenter de 26,5%**

Dans 1 entreprise sur 4, la hausse de la rémunération des actionnaires est supérieure à 30%. Conjugué à la forte hausse des cours de Bourse en 2006 (de 17,6% après 23,4% en 2005), ce type de revenu progresse largement plus que les autres.

### Evolution du dividende versé en 2006 et 2007



NB: Alstom : 80 centimes de dividende en 2007, rien l'an dernier

## 8 DES QUESTIONS D'ACTIONNAIRES QUI PORTENT PLUS SUR LA STRATÉGIE QUE SUR LE COURS DE BOURSE

**Les questions relatives aux métiers et à la stratégie sont en progression de presque 50%**

La stratégie (objectifs de croissance, innovation, développements sur les marchés émergents...) demeure largement le thème numéro 1 des préoccupations des actionnaires, comme l'année dernière (34%).

Le thème numéro 2 devient - actualité oblige - le « gouvernement d'entreprise », avec notamment les interrogations sur les rémunérations des dirigeants, les *golden parachutes*, les « retraites chapeau », la compétence et l'indépendance des administrateurs, les attributions gratuites et les stock options. Ce thème progresse de 19% à 21%.

On note une augmentation très significative des interrogations (écrites et orales) concernant l'activité : performance des produits, état de la R&D, difficultés sur tel ou tel secteur, répartition des parts de marché, contrefaçon, etc. Ce type de questions **progresse de 10% à 19%**. Dans la même veine, la gestion financière a suscité nettement plus d'interrogations (parité euro-dollar, état de la dette, rentabilité opérationnelle, etc.) ; ces sujets gagnent aussi en importance (de 6 à 10%).

A l'inverse, les questions boursières (sur le cours de l'action, le dividende) ont fortement chuté (de 26% à 15%).

## 9 DE PLUS EN PLUS DE FILMS POUR VALORISER L'ENTREPRISE

**3 entreprises sur 4 ont fait un gros effort de mise en scène**

En 2005, la proportion d'entreprises présentant un film sur leurs métiers était à peine de 1 sur 3. En 2006, on atteignait presque 1 sur 2 et cette année, 3 sur 4.

Certains se démarquent par l'originalité, d'autres par l'émotion, d'autres encore par la qualité du reportage, historique ou pédagogique.

## Les AG en quelques chiffres

- **2 heures 54** : la durée moyenne des AGs a baissé en 2007 (3h16 en 2006) ;
- L'AG la plus longue : **3 heures 40** pour France Télécom (6h pour EADS à Amsterdam, dans un contexte particulier) ;
- L'AG la plus brève : **1 heure 40** pour PPR ;
- Les 6 AG ayant rassemblé **le plus grand nombre d'actionnaires** (en valeur absolue) : 4270 actionnaires pour Air Liquide, 2820 pour Total, 2120 pour LVMH, 1950 pour Renault, 1780 pour BNP-Paribas, 1690 pour Suez ;
- **1 450 actionnaires en moyenne** - comme l'année dernière (1 480) - ont assisté aux AG ;
- En moyenne les actionnaires ont eu à voter **18 résolutions** ;
- **71% des entreprises proposent un cadeau** aux actionnaires, comme l'année dernière ;
- **17 questions** en moyenne ont été posées en AG, vs 25 l'année dernière ;
- **25 AG** seulement sont retransmises en direct ;
- **3 sociétés** permettent aux actionnaires d'exprimer leur vote par Internet ;
- **83% des AG** se sont tenues sur première convocation, contre 81% en 2006 et 57% en 2005 ;
- **5 résolutions** ont été présentées par des actionnaires qui militent contre le plafonnement des droits de vote (Alcatel-Lucent, Danone, Schneider Electric, Lafarge, Total) ;
- **4 résolutions** ont été soumises par des actionnaires salariés : Schneider Electric (représentation au conseil) ; Total (nouvelle procédure de désignation de l'administrateur salarié actionnaire ; autorisation d'attribuer gratuitement des actions de la société aux salariés du groupe) ; PSA Peugeot Citroën (augmentation de capital réservée aux salariés).

Rappel : Toutes les AG des groupes composant l'indice CAC 40 ont été suivies, à l'exception d'Alstom (dont l'AG se tient le 26 juin 2007), soit 39 AG sur 40.

A titre d'exemples :

**LVMH** a adopté un scénario à la « Hitchcock/24 heures » dans la mise en valeur de ses « emblèmes ».

**Alcatel-Lucent** a projeté une présentation futuriste de son métier pour marquer son « ambition d'acteur de la mutation des technologies de communication ».

**Danone** a diffusé un reportage de 7 minutes sur une usine de yaourts à petit prix au Bangladesh (Grameen Danone Foods).

**Lafarge** a proposé une rétrospective sur la transformation du Groupe durant les 20 années de présidence de Bertrand Collomb.

**Air Liquide** a présenté ses réalisations en Europe de l'Est.

**Suez** a fait découvrir les enjeux du Développement Durable.

**France Télécom** a mis en évidence son sponsoring de la Coupe du monde de rugby.

**Saint-Gobain** a montré la diversité et la complexité des compositions minéralogiques des matériaux qu'elle commercialise.

**Veolia Environnement** a montré en avant-première des rushes du film « Océan » de Jacques Perrin.

10

## UNE PRISE DE CONSCIENCE CROISSANTE SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

### Presque toutes les entreprises y consacrent du temps en AG

La plupart des entreprises ont évoqué leurs engagements sur ce sujet, ce qui souligne une véritable réflexion sur leur responsabilité d'acteur économique et social.

Les initiatives à signaler plus particulièrement :

**Danone** a constitué le premier Comité CSR (Corporate Social Responsibility) aux côtés du Conseil d'administration. Face à « la financiarisation des comités », Franck Riboud veut rétablir « l'équilibre entre l'économique et le social ». Le groupe a également présenté une résolution rendant possible la souscription au fonds à finalité sociale qu'il a constitué (Danone Communities). Une consultation des actionnaires qui n'était pas obligatoire, mais Franck Riboud tenait à les associer à cet engagement de Développement Durable.

**L'Oréal** présente un film sur son initiative « les coiffeurs du monde contre le sida ».

**Suez**, spécialiste du Développement Durable, a présenté un film mettant en valeur son action à l'aune de ses enjeux et de ses valeurs sociales.

**Accor** a proposé un film de 8 minutes sur les « engagements du Groupe » (en faveur des collaborateurs, du Développement Durable, du Mécénat).

**Lafarge** a dévoilé ses « Ambitions Développement Durable 2012 », avec des engagements sociaux, managériaux et environnementaux (réduction de 20% des émissions de CO2 par tonne de ciment d'ici 2010 et aussi de 20% sur les rejets de dioxyde d'azote et de soufre).

## CONTACTS PRESSE

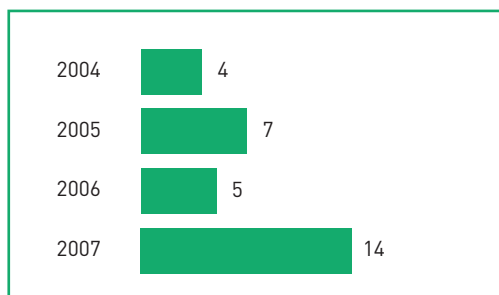
**Capitalcom :** **Isabelle de Noailles**  
Tél. : 01 45 49 93 37 - idenoailles@capitalcom.fr  
**Delphine Horlait**  
Tél. : 01 45 49 93 31 - dhorlait@capitalcom.fr

**Norton Rose :** **Sandrine Chapuis**, Directeur Marketing et Communication, Paris  
Tél. : 01 53 89 49 33 - sandrine.chapuis@nortonrose.com  
**Isabelle Meiss**, Rumeur publique, Paris  
Tél. : 01 55 74 52 06, isabelle@rumeurpublique.fr

**Deloitte :** **Nuno Afonso**, Attaché de Presse, Direction de la communication Deloitte  
Tél. : 01 55 61 61 55 - nuafonso@deloitte.fr

## ANNEXE 1 : TYPOLOGIE DES 49 RÉOLUTIONS REJETÉES OU VOTÉES À FAIBLE MAJORITÉ

### Evolution du nombre de résolutions rejetées



### PROTECTION DE L'ENTREPRISE : 18 RÉOLUTIONS DANS LE COLLIMATEUR

#### Limitation du droit de vote : 2 résolutions refusées

Essilor International	52,9% - REJET
Pernod Ricard	17,7% - REJET (avec l'accord du Conseil, convaincu par des actionnaires)

#### Suppression de la limitation du droit de vote : une résolution votée (Alcatel), et 4 rejetées, parfois de peu :

Alcatel-Lucent	71,3% - voté (suppression de la clause contre l'accord du Conseil)
Lafarge	54,9% - REJET
Total	54,9% - REJET
Schneider Electric	33,4% - REJET
Danone	29,1% - REJET

#### Bons Breton : 7 résolutions, dont 4 votées à faible majorité (←75%)

PSA Peugeot Citroën	82,4%
Saint-Gobain	81,3%
Bouygues	77,4%
Pernod Ricard	67,5%
Essilor International	63,8%
Suez	58,6%
Veolia Environnement	54,4%

NB : il s'agit d'une résolution d'AG extraordinaire mais relevant de la majorité simple (50%) ;

#### Déclaration de franchissement de seuils : 2 résolutions rejetées et 1 votée à faible majorité

Essilor International	67,1%
Vallourec	57% - REJET
Vivendi	42,1% - REJET (avec accord du Conseil)

#### Augmentation de capital en cas d'Offre publique : 2 résolutions rejetées et 1 votée à faible majorité

PSA Peugeot Citroën	77,8%
Danone	69,2 %
Sanofi Aventis	61,4% - REJET
Veolia Environnement	51,8% - REJET

A l'inverse, cette résolution a été très bien votée chez Dexia (91,9%).

### STRATÉGIE : 23 OPÉRATIONS D'AUGMENTATION DE CAPITAL ET DE RÉDUCTION DE CAPITAL SOUS SURVEILLANCE

#### Augmentations sans DPS : 4 résolutions rejetées et 8 votées à faible majorité

Lagardère	76,6%
Accor	75,9%
France Télécom	73,9% / Dérogation aux conditions de prix de l'augmentation de capital
	68,2%
Vivendi	73%
Thomson	68,35%

Sanofi Aventis	68,2%
Saint-Gobain	66,7%
Essilor International	59,4% - <b>REJET</b> / Dérogation aux conditions d'augmentation de capital (Green shoe) 74%
Total	47,7% - <b>REJET</b>
Renault	44,2% / Dérogation aux conditions d'augmentation de capital (Green shoe) 44,6% - double <b>REJET</b>

#### Rachat de titres : 6 résolutions votées à faible majorité

Sanofi Aventis	73,3%
Danone	70%
France Télécom	69,5%
Renault	68,3%
Vallourec	58,5%
Alcatel-Lucent	56,7%

#### Augmentation de capital pour initier une OPE : 2 résolutions votées à faible majorité

Axa	76,8%
France Télécom	74,1%
Danone	69,2%

A signaler aussi :

- France Télécom : émission par des filiales de titres convertibles en actions de la société, **REJET** (64,6%)
- Accor : augmentation de capital en rémunération d'apport : 74,8%

### DIRIGEANTS ET ADMINISTRATEURS (GOLDEN PARACHUTE, RETRAITE CHAPEAU, INTÉRÊTS D'UN ADMINISTRATEUR) : 9 RÉOLUTIONS CRITIQUÉES

#### Conventions réglementées : 4 résolutions votées à faible majorité

Vivendi	75%
France Télécom	72,5%
Vallourec	67,5%
Renault	67%

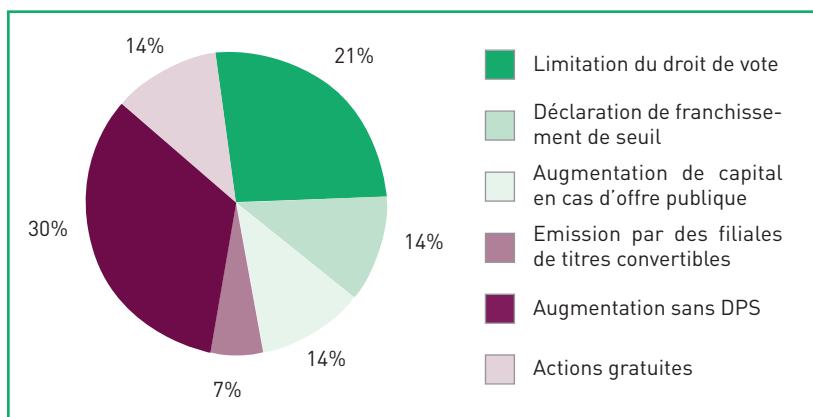
#### Actions gratuites : 2 résolutions rejetées et 2 votées à faible majorité

Danone	76,2%
Essilor International	72,3%
Alcatel-Lucent	71,4%
Vallourec	62,9% - <b>REJET</b>
Capgemini	52,2 % - <b>REJET</b>

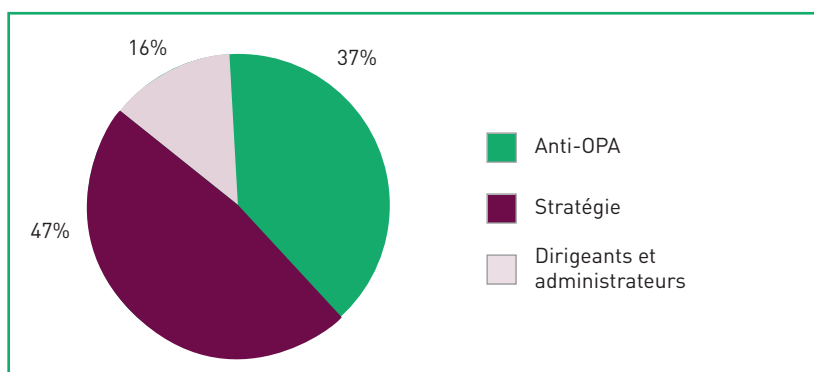
Ajoutons à cela le vote du dividende à EADS, une résolution adoptée de justesse (52%).

## ANNEXE 2 : RÉPARTITION DES RÉOLUTIONS REJETÉES OU VOTÉES À FAIBLE MAJORITÉ

### Répartition des 14 résolutions rejetées

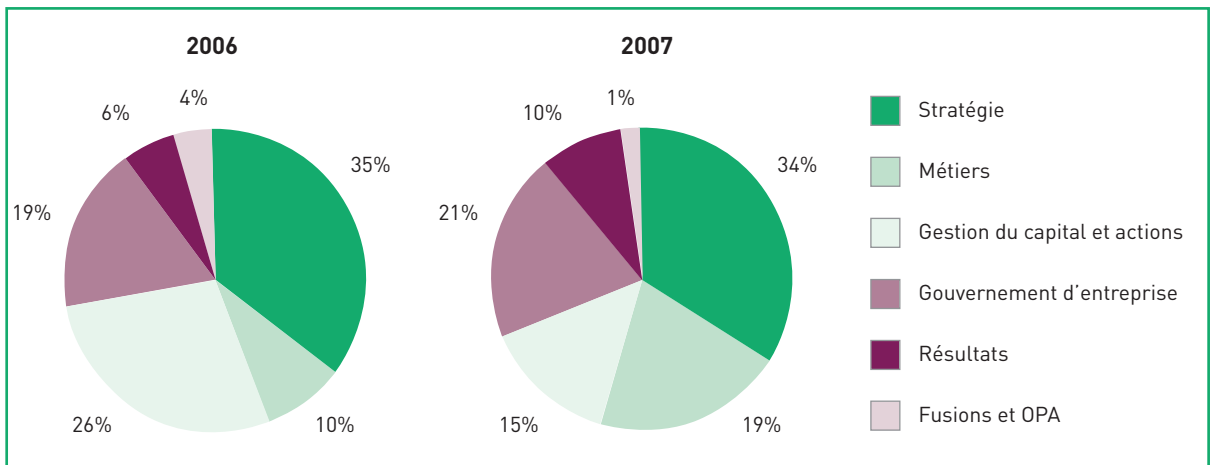


### Répartition des 49 résolutions rejetées et votées à faible majorité



### ANNEXE 3 : TYPOLOGIE DES QUESTIONS POSÉES PAR LES ACTIONNAIRES DANS LES AG DU CAC 40

Evolution 2006-2007



### ANNEXE 4 : RÉPARTITION DES QUESTIONS SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Evolution 2006-2007

